

---

# Les aspirations atlantistes de Tbilissi et de Kiev exaspèrent Moscou

L'Orient-Le Jour\* - 7/6/2008

---

## **Medvedev à Saakachvili : « Réglons nos problèmes entre nous »**

Le président russe Dmitri Medvedev a mis en garde hier son homologue géorgien Mikhaïl Saakachvili contre une adhésion à l'OTAN et lui a proposé de régler, sans médiation occidentale, leur lourd contentieux en Abkhazie.

L'entrée de la Géorgie dans l'OTAN provoquerait « une spirale de confrontation » en Abkhazie, territoire séparatiste prorusse de Géorgie, a déclaré le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, rendant compte à la presse de la rencontre entre les deux présidents. « Hier, j'ai discuté avec mes collègues allemands, ils sont inquiets de nos relations. Nous sommes capables de régler nos problèmes nous-mêmes. Qu'est-ce que vous en pensez ? » a déclaré Dmitri Medvedev au début de l'entretien. « Je suis entièrement d'accord avec vous », a répondu Mikheïl Saakachvili lors de cette rencontre en marge d'un sommet la CEI (Communauté des États indépendants, 12 ex-républiques soviétiques), à Strelna, près de Saint-Petersbourg (Nord-Ouest). « La situation actuelle est artificielle », a ajouté le président géorgien alors que Moscou et Tbilissi s'accusent mutuellement de vouloir conquérir l'Abkhazie par la force.

M. Medvedev a toutefois posé deux conditions qui risquent de déplaire fortement à Tbilissi. Il a demandé que la Géorgie « signe un pacte de non-agression en Abkhazie » et qu'elle « retire ses troupes illégales des gorges de Kodori » à la frontière de ce territoire, selon M. Lavrov.

Au même moment, le diplomate en chef de l'Union européenne Javier Solana, en visite en Abkhazie, plaidait pour un plus grand engagement de l'UE dans la résolution du conflit. Le secrétaire d'État adjoint américain, chargé des Affaires européennes et eurasiatiques, Matthew Bryza, a pour sa part demandé mercredi à Moscou le soutien de la Russie à une nouvelle initiative de paix en Abkhazie. Le récent envoi de troupes russes supplémentaires en Abkhazie a provoqué un tollé en Occident, Washington se disant consterné et l'OTAN demandant le retrait des « centaines de soldats russes » dont l'arrivée « contrevient clairement à la souveraineté de la Géorgie ».

Le sommet de la CEI a permis au nouveau chef de l'État russe de faire également le tour des questions brûlantes avec son homologue ukrainien Viktor Iouchtchenko, dont les ambitions atlantistes, tout comme celles de Tbilissi, exaspèrent Moscou. À l'issue de l'entretien bilatéral Iouchtchenko-Medvedev, Sergueï Lavrov a condamné les « mesures unilatérales » prises par Kiev qui « ne contribuent pas à la stabilité » dans les relations bilatérales. Il faisait référence au récent décret de M. Iouchtchenko demandant de préparer la « cessation dès 2017 des accords internationaux » qui font de Sébastopol (Ukraine) le port d'attache de la marine russe en mer Noire.

M. Lavrov a par ailleurs annoncé que le prix du gaz pour l'Ukraine - actuellement de 179,5 dollars les 1 000 m<sup>3</sup> - allait « presque doubler » à partir de 2009, une question qui a déjà conduit à plusieurs crises entre les deux pays et à des perturbations dans les livraisons de gaz russe à l'Europe. M. Medvedev qui, avant de devenir président était à la tête du géant russe Gazprom, a par ailleurs soigné ses contacts avec les ex-républiques soviétiques riches en hydrocarbures et dont les réserves sont convoitées par l'Occident. Il a ainsi annoncé à ses homologues respectifs qu'il se rendrait en Azerbaïdjan (Caucase du Sud) les 3 et 4 juillet et au Turkménistan (Asie centrale) les 4 et 5 juillet, juste avant le sommet du G8 au Japon (7-9 juillet).

\* Quotidien politique francophone libanais

---